

LA COURSE...

À RELAIS-FEMMES

1265, rue Berri, bureau 390, Montréal Qc H2L 4X4 Tél.: (514) 844-4509

ÉDITORIAL


À la lecture de ce numéro spécial, vous serez en mesure d'évaluer la place incontournable que Relais-femmes occupe dans le mouvement des femmes et le mouvement populaire. Afin de maintenir cette vitalité et continuer notre travail de défense des droits des femmes, le conseil d'administration et l'équipe des permanentes poursuivront la réorganisation structurelle de Relais-femmes entreprise l'an dernier.

L'année 1996-97 s'annonce cruciale pour l'application d'une nouvelle approche pour la gestion des projets. Il s'agit concrètement de faire l'arrimage entre le développement d'une logique de projets sur mesure, liée à la mission historique de Relais et une logique de programmation. Cette dernière tient à l'évolution des besoins des groupes-membres. Les transformations sociales et économiques telles que la reconfiguration du marché de l'emploi, celle des programmes sociaux et celle du rôle de l'État, menacent dangereusement la revendication historique des femmes à l'autonomie économique et exigent des repositionnements stratégiques majeurs. C'est pourquoi Relais a fait le choix de prioriser les thèmes de l'économie sociale et du partenariat comme deux pôles intégrateurs de ses activités de recherche, formation et concertation pour 1996-98.

Nous poursuivons en collaboration avec les groupes de femmes nos représentations politiques auprès du M^ÉQ-PSÉPA au provincial et du Programme promotion de la femme, au fédéral.

Le financement demeure notre talon d'Achille. La tendance forte au financement par projet chez les bailleurs de fonds demande une grande vigilance afin d'éviter le piège de l'événementiel en vue de trouver des ressources financières. La prudence s'impose afin de garantir une cohérence dans notre évolution, une fidélité à notre mission et un ancrage solide dans la dynamique du mouvement des femmes et de l'ensemble du mouvement social actuel.

L'année qui vient nous permettra de concrétiser le virage de Relais amorcé depuis quelques années et de consolider notre développement.


Danielle Fournier, présidente

Mission générale et objectifs de Relais-femmes

Relais-femmes est un organisme féministe sans but lucratif voué à des activités de recherche, de formation et de consultation destinées prioritairement à ses groupes membres. Relais-femmes œuvre dans une perspective de changement social et de promotion des droits des femmes et de leurs organisations.

Objectifs

1. Répondre aux demandes de recherche des groupes membres; promouvoir (initier, appuyer et stimuler) la recherche axée sur leurs besoins. Ces recherches sont élaborées en collaboration avec les groupes membres et s'appuient sur une démarche de recherche-action.
2. Répondre aux demandes de formation de ses groupes membres, mener sa propre analyse sur les besoins de formation et initier des formations au regard des intérêts de ses groupes membres.
3. Rendre accessibles les résultats des recherches et le fruit des formations par divers moyens notamment par les publications.
4. Participer à la concertation des groupes de femmes dans l'optique de la mission de Relais-femmes.
5. Participer au fonctionnement et au développement du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine lequel est spécialisé sur des questions relatives aux femmes.
6. Maintenir un réseau de personnes-ressources aptes à donner des conférences ou sessions de formation sur divers aspects de la condition féminine et aptes à travailler avec les groupes sur des questions précises.

Economie sociale solidaire

Conjoncture: en automne 93 Relais-femmes mène une consultation parmi ses groupes membres: les impacts sur les travailleuses et les participantes des groupes, de l'appauvrissement grandissant des femmes (plan individuel et organisationnel) et les attentes qui s'en suivent à l'égard de Relais-femmes. La réponse est pratiquement unanime autour de l'enjeu que posent l'élaboration d'alternatives viables à moyen et long terme et la nécessité d'un questionnement radical des orientations stratégiques et pratiques prises jusqu'alors. Un colloque suit au printemps 1994 sous le titre «*Créons un nouveau Monde/elles de société*». Que devient la revendication historique des femmes pour leur droit à l'égalité, à la dignité et à l'autonomie économique? Relais choisit de prioriser l'enjeu des alternatives viables et questionnements stratégiques. À l'automne 1995 Relais s'oriente vers une approche programme. Sous l'impulsion de la Marche des femmes pour Du pain et des roses, et la revendication pour un programme d'infrastructures sociales, l'économie sociale solidaire s'impose comme le creuset où se mûrit au sein des groupes autonomes de femmes une vision et des pratiques alternatives prometteuses à l'appauvrissement des femmes. Nos trois axes d'intervention demeureront la recherche, la formation, le soutien et la concertation;

Recherche

Phénomène des cuisines collectives au Québec et au Pérou comme stratégie de lutte contre la pauvreté: de la survie à l'autonomie personnelle et collective des femmes.

Cette recherche-action est réalisée en partenariat avec le Regroupement des cuisines collectives du Québec et les universités de Montréal et de Laval et en interaction avec les données issue du processus de recherche avec les cuisines collectives au Pérou. De plus, elle est traduite de façon concomitante en processus de formation continue au sein du Regroupement. Des stages ont permis à des femmes des cuisines collectives du Pérou (juin 1995) et du Québec (novembre 1995) de se rencontrer et de partager sur leur réalité. Elles souhaitent qu'un Réseau international des cuisines collectives voit le jour. Les cuisines collectives est un lieu privilégié pour la reconnaissance de la production sociale et économique des femmes au coeur du privé.

Subventions: volet recherche par CRSH-subvention stratégique, volet formation par Condition féminine Canada et le volet stages par Développement et Paix.

La détermination des stratégies féministes en matière de politiques sociales et familiales; examen de l'opportunité des apports du droit international.

Cette recherche fondamentale est menée en partenariat dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes avec la Fédération des femmes du Québec. Elle vise à déterminer à quel point et par quel modèle le droit international des droits sociaux et économiques de la personne peut constituer un appui aux stratégies des Québécoises qui cherchent à s'opposer aux conséquences néfastes de la marchandisation de la société et à améliorer les conditions socio-économiques de leur double statut de mère et de travailleuse. Les résultats de la recherche seront transférés aux organisations de femmes sous la forme d'un outil de formation. Les femmes auront une meilleure compréhension des droits des femmes à titre de droit de la personne en droit international. Elles seront plus aptes à saisir le droit international (droits socio-économiques) selon une perspective stratégique pertinente pour mener leurs revendications dans le champ de l'articulation travail-famille.

Recherche subventionnée par CRSH-subvention stratégique.

Formation

Initiation aux outils internationaux dans le champ des droits sociaux économiques en regard des intérêts des femmes

Dans le contexte de mondialisation nous ne pouvons plus penser stratégies en dehors de la nouvelle carte géo-politique mondiale. Les transformations radicales dans la gestion du social ont des impacts majeurs dans la vie privée et collective des femmes. Le Québec aussi se soumet au diktat du FMI et de la Banque mondiale pour «faire face au déficit». Chez nous, depuis la Marche des femmes en juin 1995 et la revendication pour un programme d'infrastructures sociales créateur d'emplois véritables, le débat sur l'économie sociale est sur la place publique.

Au moment où les partenaires de l'État dont les groupes de femmes, avec des intérêts variés et différents, revendiquent une participation réelle dans la mise en oeuvre d'une politique nationale de l'emploi et dans le processus de développement économique, en quoi le droit international des droits économiques de la personne peut être un recours incontournable pour contrer le désengagement étatique et sa soumission au discours néo-libérale présentant des droits sociaux comme des rigidités. À quelles conditions est-il possible d'exiger sans transiger,

le respect des lois fondamentales du travail et de celles régissant les conditions de travail? Qu'advient-il du droit des femmes à l'égalité? Cette formation vise à prendre connaissance du droit international des droits sociaux économiques de la personne afin d'évaluer la pertinence d'influencer stratégiquement les politiques économiques, sociales et familiales de l'État québécois en fondant les revendications et les analyses des femmes sur le droit international de la personne, et ce, en vue de la sauvegarde de leurs acquis sociaux et économiques. De plus, elle vise à faire le lien entre les nouveaux modes de gestion du social proposés par l'État (communautaire, régional, privé, modes intermédiaires tel que les corporations intermédiaires de travail, économie sociale) et ses conséquences sur les droits des Québécoises à l'égalité économique et sociale. Ce cours intensif, de type magistral est donné sur quatre (4) jours. La quatrième journée porte sur l'économie sociale.

Cette formation réalisée dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes a été donnée pour la première fois en hiver 1996 à Montréal et est présentement offerte à Québec.

L'économie sociale du point de vue des femmes

Depuis la Marche des femmes, juin 1995, le débat sur l'économie sociale est sur la place publique. Une pression énorme s'exerce sur les femmes à la base, pressées d'agir au sein des Comités régionaux d'économie sociale (CRES). Des polarisations se profilent au sein même des forces progressistes, et l'approche féministe de l'économie sociale est peu présente. Il s'agit d'une formation féministe sur l'économie sociale solidaire. Des instruments pédagogiques seront créés: cahier de base, cahier d'animation et guide de création de projets. Le caractère nouveau de cette formation est l'atelier de construction

de projets qualifiés d'économie sociale solidaire à partir du point de vue des femmes. Cette formation vise une appropriation large par le mouvement des femmes dans ses bases locales et régionales des concepts, des pratiques, des enjeux, des potentialités et des pièges de l'économie sociale solidaire. Pour l'année 1996-1997 : création des outils pédagogiques et un atelier pour tester les outils.

Formation financée par le Fonds des services aux collectivités du Ministère de l'éducation du Québec et réalisée dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes. Elle favorisera un lien étroit avec le comité sur les infrastructures sociales de la coalition des femmes contre la pauvreté. L'R des centres de femmes et la Fédération des femmes du Québec sont les premiers partenaires.

Les femmes et la réforme des programmes sociaux

Suite à la concertation des groupes de femmes en 1994-1995 ainsi que la formation et la production d'un outil pédagogique: **Perspectives féministes sur la réforme de la sécurité sociale au Canada. Guide d'animation** Relais-femmes propose une formation sur mesure aux groupes sur les enjeux de la réforme les programmes de sécurité sociale au Canada et la sécurité du revenu au Québec. Au niveau fédérale: assurance chômage, formation de la main d'oeuvre, enseignement supérieur, régime d'assistance publique du Canada, aide sociale, garderies, santé et services sociaux, prestation pour enfants. Au niveau provincial: aide sociale, APPORT- incitation au travail, impact de la réforme Axworthy au Québec, famille et pauvreté. Cette formation s'adresse aux groupes autonomes de femmes régionaux et locaux et aux Tables de concertation régionales.

Formation offerte dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes.

Séminaire sur l'économie sociale solidaire : phase II

Avec la revendication de la Marche des femmes pour un programme d'infrastructures sociales, le débat de l'économie sociale est sur la place publique en tension entre les visées étatiques néo-libérales et le projet social populaire féministe. Un premier séminaire international se tenait les 6 et 7 juin 1995 au lendemain de la marche. Il visait à se donner une lecture commune de nos pratiques du point de vue de l'économie solidaire. Les actes du séminaire sont disponibles à Relais-femmes. Le deuxième séminaire international sur l'économie sociale solidaire se déroulera en juin 1996. Il vise à approfondir le concept d'économie sociale à la lumière des pratiques des groupes autonomes de femmes du Nord et du Sud et du point de vue féministe. Activité réalisée en concertation avec les organismes de coopération internationale et les groupes de femmes du Québec.

Séminaire internationale: phase II, les 10-11-12 juin 1996 : participation sur invitation

Journée publique 13 juin 1996

Financement: Partenariat Afrique Canada (PAC) et plusieurs organismes de coopération internationale (OCI).

Concertation

Comité sur les infrastructures sociales de la coalition des femmes contre la pauvreté

Suite à la Marche des femmes contre la pauvreté, juin 1995, la Coalition des femmes contre la pauvreté a mis sur pied un comité sur les infrastructures sociales. Relais-femmes participe à ce comité qui assure un appui aux déléguées au Comité gouvernemental. Le rôle de Relais-femmes est de documenter le concept d'économie sociale en appui à une application à court terme sur le terrain, d'analyser les enjeux en cause en raison de la stratégie gouvernementale acceptée par la Marche des femmes et de repérer les besoins de formation sur le terrain.

Partenariat

Conjoncture: des virages importants se prennent par les pouvoirs en place tant au plan social que politique et économique. Ces virages se traduisent par des coupures budgétaires drastiques dans les services aux citoyennes et citoyens et par une accentuation du contrôle social. Parallèlement beaucoup d'importance est accordée au partenariat, à la concertation, pour effectuer ces virages et développer des modes de gestion adaptés. La priorité accordée au partenariat n'est pas neutre quelqu'en soit son secteur d'application. Et notre secteur d'intervention est éminemment concerné par cette approche partenariale: partenariat en recherche, partenariat pour développer l'auto-financement, concertation consultation en regard de la réorientation de politiques et d'institutions publiques et communautaires significatives pour les femmes. Dans ce contexte, nous avons la conviction que la pratique de Relais, ancrée dans le mouvement des femmes apporte une compréhension du travail en partenariat qu'on ne saurait ignorer. Qu'il s'agisse de la priorité accordée à la recherche participative, aux programmes de formation développés en conjonction groupe-demandeur et personnes-ressources, qu'il s'agisse du support au travail en coalition des groupes de femmes, qu'il s'agisse de la remise en question des modèles organisationnels hiérarchiques par l'approche féministe etc. il y a là un savoir construit au gré de ces pratiques qui ne saurait être ignoré. Ce savoir doit être reconnu et jouer son rôle pour modeler et définir les conditions d'exercice d'un partenariat réel. C'est pourquoi cette thématique devient prioritaire en vue de répondre adéquatement aux sollicitations de plus en plus nombreuses pour accompagner et participer à des équipes de travail en partenariat et pour nous assurer d'une réflexion qui permette d'identifier les paramètres d'une réelle pratique partenariale.

Recherche

Le partenariat en recherche féministe : conditions de réussite

Cette recherche exploratoire s'inscrit dans un projet global réalisé dans cinq régions du Canada. L'Institut canadien de recherche et d'études féministes (ICREF) a initié et coordonne l'ensemble de la démarche. Relais a été sollicité pour la région de l'Ontario francophone et la région du Québec. Une publication de ce projet conjoint est prévue pour l'automne 1996. L'intérêt pour ce projet tient notamment à sa dimension pancanadienne, à la reconnaissance de Relais-femmes hors Québec et à la brèche faite par le CRSH section subventions stratégiques qui pour la première fois subventionne un institut de recherche autonome, non rattaché à une université, l'ICREF.

Les conditions pour un partenariat réel en recherche

Cette recherche est menée en concertation avec le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF), la Fédération des CLSC et Relais-femmes. Nous souhaitons vérifier dans quelle mesure ce sont les mêmes conditions d'exercice du partenariat

avec le communautaire autonome et le communautaire institutionnel: y-a-t-il des contraintes spécifiques et donc des stratégies spécifiques au niveau des différents acteurs: chercheuses, communautaire autonome et communautaire institutionnel? La phase I de cette recherche a été menée auprès des groupes communautaires autonomes. Les résultats sont présentés sous forme d'un poster et d'un article scientifique. La phase II concerne le milieu communautaire institutionnel. En plus de documenter l'expérience du CRI-VIFF, Relais veut favoriser la réflexion et les débats sur les enjeux du travail en partenariat au sein de la communauté scientifique et plus localement au sein de l'assemblée des partenaires du CRI-VIFF. Recherche réalisée dans le cadre du CRI-VIFF.

Les enjeux éthiques de la recherche-action féministe

Devant l'importance prise par le partenariat en recherche et la nécessité de documenter et de systématiser les pratiques à Relais, le conseil d'administration a initié cette recherche. Les résultats de cette recherche sont attendus. Ils contribueront à mieux nommer et à définir les dimensions éthiques en cause dans la recherche-action et le rôle spécifique de Relais en regard

de ces enjeux. Face aux bailleurs de fonds, les données seront utiles pour faire la promotion de la mission de Relais et faire reconnaître son rôle nécessaire d'intermédiaire au niveau de la recherche-action et du travail en partenariat. Recherche réalisée dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes.

Culture organisationnelle des groupes de femmes au Québec

Cette recherche -action vise à identifier des éléments de la culture organisationnelle des groupes de femmes, à analyser leur mise en oeuvre (acquis, obstacles, ambiguïtés) et à mesurer leur impact sur la qualité des services le niveau de satisfaction et au travail. Dans un contexte de «re-engineering» de l'État providence, de redéfinition du contrat social pour la gestion du social, les données de cette recherche seront utiles pour les groupes du communautaire autonome. Elles permettront aux groupes de femmes de conceptualiser des modèles organisationnels crédibles et moteurs de changement, non codifiés jusqu'alors. De plus, les données de la recherche apporteront un éclairage sur les exigences du travail en partenariat entre les groupes du communautaire autonome et du communautaire institutionnel. Les résultats de la recherche seront

disponibles sous la forme d'un guide pédagogique ou seront nommés les éléments de la culture organisationnelle des groupes de femmes au Québec. Publication 1997. Recherche financée par CRSR-subvention stratégique et réalisée en partenariat avec l'UQAM, l'université de Montréal, le Centre de formation populaire et Relais-femmes.

Formation

Culture organisationnelle des groupes de femmes

La reconfiguration de l'État providence entraîne pour le communautaire et le mouvement des femmes un repositionnement. Il est important et même urgent de nommer nos modèles organisationnels et de se repositionner sur la base des nos pratiques féministes et de nos acquis. Dans la perspective que le communautaire autonome se voit imposer un partenariat avec le communautaire institutionnel ou/et l'entreprise privée, il est nécessaire de repérer les dimensions conflictuelles et d'identifier des stratégies pour garder le cap sur une visée organisationnelle féministe. Projet de formation 1997

Partenariat: à quelles conditions?

Les groupes communautaires sont de plus en plus sollicités pour travailler en partenariat. Par ailleurs, ils sont en tension entre le partenariat volontaire et le partenariat imposé. Afin de consolider le groupes de femmes dans leur capacité de négocier en partenariat, Relais prépare une formation. Les objectifs sont d'aider les groupes à prendre conscience de leur savoir-faire et de leur valeur, à sortir de l'improvisation et à négocier des conditions pour un travail en partenariat et à se familiariser avec les processus d'apprentissage au travail en partenariat. Projet de formation 1997

Concertation

CRI-VIFF

Au terme de sa 3e année d'existence, le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF) jouit d'une grande crédibilité et d'une bonne reconnaissance. Aussi le CRI-VIFF entend-il poursuivre et consolider ses activités de recherche, de formation et de diffusion à l'intérieur des trois axes de travail qu'il s'est donné:

- la compréhension du phénomène de la violence dans ses différentes manifestations;
- la compréhension des déterminants de la violence, les facteurs de risque et de protection;
- l'analyse et l'évaluation des interventions tant auprès des victimes que des abuseurs.

À cet effet, en 1996 une priorité est accordée à la question des liens entre la violence physique, psychologique et sexuelle faite aux femmes et aux enfants. Il apparaît aussi important de consolider l'intégration des étudiant-e-s et d'intensifier l'appui aux demandes issues des groupes autonomes femmes en soutenant l'élaboration et la réalisation de projets autonomes de recherche.

Centre d'excellence en santé

Un peu à l'image des Centres de recherche en violence se profile à l'horizon un réseau pancanadien de Centres d'excellence en santé. Un pas de plus a été franchi par ailleurs: l'articulation entre les groupes de service et d'éducation en santé et les chercheuses et leur université. Les partenaires-terrain semblent davantage reconnus pour leur rôle spécifique et moins restreints au statut de passerelle pour les besoins de la recherche. Ceci est le fruit du travail de sensibilisation et d'éducation du Réseau canadien et du Regroupement québécois des centres de santé membre du Réseau. Deux projets de Centres d'excellence sont dans la

course au Québec. Dans l'un et l'autre projet, les groupes autonomes de femmes ont su faire reconnaître leur place incontournable pour une articulation efficace entre les chercheuses et les praticiennes. Ce qui se répercute dans les structures, le financement, l'exercice de responsabilités de coordination. Relais serait partenaire dans le projet de l'Université Laval et le Regroupement des centres de santé avec l'Université de Montréal. L'appui du Groupe des 13 a permis un cheminement en marge d'une logique de rivalité du côté des groupes de femmes et qui devra avoir préséance au moment du choix du projet pour le Québec.

Membres de Relais-femmes

ANO-SEP, Association des collaboratrices et partenaires en affaires (ACPA), Association des religieuses pour la promotion des femmes, Association Parents uniques de Laval, Association pour la défense des droits du personnel domestique de Montréal, L'Autre Parole, Carrefour des femmes du Grand Lachute, Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal CÉAF, Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), Centre d'orientation et de formation pour les femmes en recherche d'emploi (COFFRE), Centre de santé des femmes de Montréal, Centre des femmes de Montréal, Centre-femmes d'aujourd'hui, Cercles de fermières du Québec, Collectif des femmes immigrantes, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), Écho des femmes de la petite patrie, Entr'Elles Granby Inc, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ), Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO), Fédération des femmes du Québec (FFQ), Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN), Groupe d'intervention en violence conjugale chez les lesbiennes (GIVCL), Médiation, MOIFEM, Naissance-Renaissance, Nouveau Départ, L'Œuvre des centres de femmes du Québec, Regard en elle, Regroupement des centres de santé des femmes du Québec (RCSFQ), Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ), Regroupement des équipes régionales Espace, Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, Regroupement québécois des CALACS, Réseau québécois pour la santé du sein, S.O.S. violence conjugale, Les Scientifines, Trêve pour Elles, Trois et sept numéro magique huit Inc.

L'international

Les marchés, le commerce, l'économie se mondialisent et imposent leur loi aux états: loi des politiques d'ajustements structurels au Sud, et de la lutte au déficit au Nord. Les traités de libre-échange sont pour beaucoup de femmes, d'hommes, jeunes et moins jeunes la conscription dans la pauvreté et l'exclusion. Aussi, réfléchir sur l'économie solidaire, sur les droits fondamentaux, sur un projet politique féministe exige de se situer entre le mondial et le local. Et notre résistance ne saura donner ses fruits qu'en arrimant nos énergies agissantes pour traverser les frontières et marcher ensemble pour Du pain et des roses.

Le RÉSEAU - un projet né de la concertation pour Beijing

Le RÉSEAU promeut l'échange d'information, la solidarité, la mobilisation et la formation entre groupes de femmes autonomes ayant le français comme outil de travail. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) est la matrice, le cœur qui anime et coordonne le développement de ce RÉSEAU. Relais est partenaire. Année 96:

Relais est partenaire. Année 96:

- organisation de rencontres régionales d'information et de formation pour l'élargissement du RÉSEAU;
- intensification des liens avec des réseaux internationaux femmes en développement et droits humains;
- travail pour la reconnaissance du RÉSEAU au sein des instances de la francophonie;
- stages de formation sur l'utilisation de moyens de communication électronique.

Beijing - suivi

À la conférence de Beijing, nos gouvernements ont pris des engagements en regard du Programme d'action. Un document post Beijing, produit par le Comité coordonnateur canadien des ONG, est maintenant disponible. Il permet une connaissance «familiale» du Programme et l'identification de voies d'utilisation. Au Forum à Beijing les femmes Québécoises organisaient deux ateliers, l'un sur la Marche du Pain et des Roses et l'autre sur le RÉSEAU entre femmes ayant le français comme langue de travail. Un an après, quel bilan traçons-nous de notre participation à la Conférence et au Forum, des engagements de Beijing et de leur potentiel éducatif et revendicatif pour interpeller les

actions actuelles de nos gouvernements au plan local et international? Au début de l'automne Relais tiendra deux rencontres, à Montréal et à Québec, pour faire le point et enligner l'avenir avec un ancrage dans la fébrilité de l'année 1996-97 chez nous. Financement: Condition féminine Canada - Programme promotion de la femme.

Agenda féministe

Dans ce double mouvement de mondialisation - localisation, des processus économiques et sociaux, qu'advient-il du respect des droits de la personne et particulièrement des droits économiques et sociaux? N'y a-t-il pas d'importants liens de causalité à établir avec l'appauvrissement dramatique des femmes, l'exclusion de pans entiers de population, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes. Et le fardeau est imposé aux femmes de gérer cette détresse. Comment évaluer les effets de l'ALENA dans ce contexte? N'y a-t-il pas urgence pour des actions concertées, un agenda commun plus particulièrement dans le champ des droits fondamentaux du travail, du droit à un niveau de vie suffisant et du droit à la sécurité sociale? Relais-femmes, avec l'organisme colombien ILSA et la participation de Lucie Lamarche, professeure en droit international à l'UQAM, ont accepté la responsabilité de la mise en oeuvre du projet qui se déroulera en 3 phases. Les groupes de femmes rejoints viendront respectivement du Chili, du Pérou, du Mexique en plus du Québec et de la Colombie.

Financement: phase 1: Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.

Vie en réseau

Parler de la vie en réseau c'est comme donner un bulletin de santé pulmonaire de Relais-femmes, l'oxygène qui le régénère. Relais est d'abord un service pour des groupes-membres. Ce sont là ses principales racines. De plus, des raisons historiques et politiques ont amené Relais à travailler en étroite collaboration avec le Groupe des 13, à développer des «convivences», des alliances privilégiées. Relais participe aussi au Groupe des 23, l'équivalent pan-canadien. Ce lien revêt une particulière importance avec la restructuration de Condition féminine Canada. Relais travaille en étroite collaboration avec le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Il assure aux groupes de femmes un appui documentaire dynamique pour éclairer leur travail-terrain (ex: collection sur l'économie sociale, sur les nouvelles formes de travail...). En raison même de sa mission, de sa «conviction» quant à l'importance d'affermir les liens entre les ressources universitaires et les groupes autonomes, Relais participe à l'Institut de recherches en études féministes (IREF) En plus du Protocole avec l'UQAM, il s'assure d'ouvrir les sentiers avec de nouveaux partenaires (Université de Montréal, Université Laval, Institut canadien de recherches et d'études féministes, Université de Rouyn...). Un volet de la vie en réseau qui s'impose comme incontournable dans la conjoncture politique actuelle ce sont les alliances avec le mouvement communautaire et populaire. Le leadership reconnu du mouvement des femmes surtout depuis la Marche ouvre des avenues de reconnaissance de la pertinence de l'analyse et des pratiques féministes tant pour l'éducation populaire que l'action communautaire. Aussi nous poursuivons notre mandat à la Table des Fédérations et organismes en éducation populaire et au comité aviseur provisoire du Secrétariat à l'action communautaire autonome. Relais demeure membre du Conseil international en éducation des adultes (CIEA).

Besoins spécifiques

Ce troisième bloc relève plus immédiatement de la mission historique de Relais-femmes qui garde toute sa pertinence en raison des problématiques spécifiques des groupes-membres et donc de besoins plus ciblés en terme de recherche, formation et concertation. Il est important de garder cette disponibilité et souplesse à Relais-femmes

Recherche

Kit féministe

Le Kit féministe est un outil d'information qui s'adresse prioritairement aux jeunes des CEGEPs et des universités et aux femmes séjournant au Québec dans le cadre de tournées de solidarité internationale. Il retrace le cheminement du mouvement féministe de 1975-1995 à partir des pratiques et des revendications des groupes de femmes au Québec. Les thèmes abordés sont : les courants féministes, le travail, la famille, les rapports de couple, l'avortement, la santé reproductive, l'éducation, la violence et le pouvoir politique. Ce projet est porté par les groupes suivants: Centre de document sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), Conseil du statut de la femme, Protocole UQAM/Relais-femmes et Relais-femmes. La rédaction des fiches a été faite par des groupes ou des individus bénévoles. Le projet est à l'étape de production. Selon les résultats de la recherche de financement, le Kit féministe sera disponible à l'automne 1996.

Infertilité en milieu de travail

La question de l'infertilité en milieu de travail est un champ de réflexion à peu près inconnu des travailleuses. La Fédération du Québec pour le Planning des naissances (FQPN) souhaitait que la recherche réalisée par CINBIOSE avec madame Karen Messing soit vulgarisée pour une publication. L'étape de vulgarisation est terminée. La prochaine consiste à trouver du financement pour la publication.

Réactions sociales à des situations d'interaction mixtes: les valeurs patriarcales existent-elles?

Le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale (FPMHFVVC) veut identifier et mettre en perspective les valeurs patriarcales comme cause sociale de la violence faite aux femmes et évaluer l'impact des valeurs patriarcales sur la socialisation des filles et des garçons. Cette recherche tenterait de valider un constat issu des pratiques dans les maisons d'hébergement: les valeurs patriarcales comme structurantes de la socialisation des filles et des garçons. Les données seraient utiles pour un travail de prévention. Projet de recherche élaboré dans le cadre du CRI-VIFF en partenariat avec le Regroupement et Relais-femmes. Recherche de financement.

Maison des groupes de femmes

Depuis une dizaine d'années, les groupes de femmes vivent les effets graduels du désengagement de l'État. Des gels ou des coupures aux subventions de soutien aux groupes de femmes, de même que la diminution des programmes pouvant leur permettre de faire un travail adéquat ne sont pas sans les questionner. Il faut donc trouver des moyens de financer une partie des activités des groupes de façon différente tout en continuant à faire les pressions nécessaires pour que l'État fournisse un financement adéquat aux groupes de femmes. Des groupes de femmes nationaux ont donc entrepris une démarche de réflexion autour de la question du financement. Le Groupe des 13, groupes de femmes nationaux du Québec, a identifié l'idée de l'achat d'une maison pour plusieurs groupes

de femmes comme un premier effort important et intéressant de recherches de fonds plus diversifiés. Les groupes de femmes impliqués souhaitent contrôler leurs dépenses et si possible les diminuer. Il est évident que de regrouper des services et certains espaces permettraient des baisses du coût des loyers. Des groupes pensent aussi que de résider dans un même lieu pourrait permettre la création de services supplémentaires pour les groupes: garderie, halte-garderie, Gîte du passant. Projet subventionné par Condition féminine Canada et réalisé en concertation avec le Groupe des 13.

Intervention féministe dans les CALACS

Après 17 ans, le Regroupement des CALACS veut systématiser leurs pratiques féministes et faire le point sur leurs acquis. Les objectifs de la recherche sont: tracer l'évolution des pratiques dans les CALACS, systématiser les pratiques leurs interventions féministes, cerner les particularités des divers CALACS et leurs impacts sur l'intervention dans l'ensemble des CALACS. Recherche réalisée en partenariat avec les CALACS dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes et d'un mémoire de maître en travail social.

Formation

Médiation communautaire pour les familles recomposées.

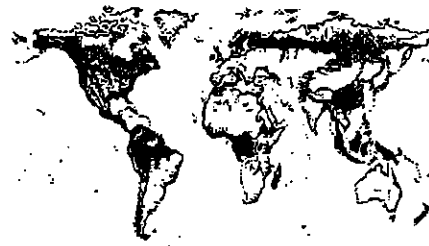
Ce projet s'adresse aux familles recomposées. Il vise à former des aidantes naturelles à la médiation communautaire auprès de leurs pairs. La phase I a permis d'expérimenter un programme de formation préventif et éducatif pour les familles

recomposées. La phase II consiste à consolider le programme de formation et à développer un modèle d'implantation communautaire du programme. Le projet est à l'étape de l'implantation au niveau de la Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO). Une équipe de six (6) personnes professionnelles ayant une expérience dans le milieu communautaire formera et appuiera les médiateurs et les médiatrices au niveau des associations de la FAFMRQ. Cette formation des médiateurs et des médiatrices est prévue à l'automne 96. Il s'agit d'une série de dix séances intensives de formation. Recherche financée par le Fonds des services aux collectivités du Ministère de l'éducation du Québec et réalisée dans le cadre du Protocole UQAM-Relais-femmes et en partenariat avec la FAFMRQ et l'Association des parents uniques de Laval.

Comment se sortir de la pauvreté

Dans la recherche préalable (1993-1994) sur les besoins des familles monoparentales, l'appauvrissement, l'isolement et l'épuisement ressortaient comme trois enjeux majeurs. Pour répondre à ces besoins, la Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO) construisait une démarche andragogique: **Comment se sortir de la pauvreté**. Trois cahiers ont été produits: un cahier de ressources, un cahier de l'animatrice et celui des participantes. Un processus d'implantation a été mis en place au sein de la Fédération: session de formation pour les animatrices, accompagnement des animatrices et des associations par rapport à l'outil **Comment se sortir de la pauvreté** et un processus d'évaluation pour enrichir les outils. La dernière phase a pour objectif de consolider la première étape de l'implantation de

l'outil afin d'assurer le passage de l'analyse des situations vers des stratégies concrètes d'action. Recherche financée par Santé et Bien-être Canada et réalisée en partenariat avec la FAFMRQ, l'Association des parents uniques de Laval et Relais-femmes.



Bref historique

Dans le but de «s'offrir des services de recherche, de formation, de consultation et de documentation», au printemps 1978, des militantes de la FFQ, de l'AFÉAS, du Centre d'information et de référence pour femmes, du Carrefour des associations de familles monoparentales et des représentantes du Conseil du statut de la femme (CSF), de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal, jettent les bases de Relais-femmes, pour lequel elles choisissent d'abord le nom de Centre de ressources-informations des femmes, le «CRI des femmes». Acronyme éloquent mais malheureusement utilisé, il doit être abandonné à l'occasion de l'incorporation au mois de mai 1980 alors que Relais-femmes voit officiellement le jour en tant qu'organisme national. Bien que pensé en termes de ressources documentaires à ses origines, la convergence entre les besoins des groupes de femmes et les intérêts des femmes universitaires trouve vite un terrain fertile dans le développement de la recherche-action et de la formation auprès et avec les groupes membres. À ce chapitre, l'élaboration d'un protocole d'entente entre l'Université du Québec à Montréal et Relais-femmes, en 1982, sera déterminante dans l'évolution de Relais-femmes. Il s'est aussi développé des collaborations soutenues avec l'Université de Montréal, depuis quelques années avec l'Université de Sherbrooke et plus récemment avec l'Université Laval. Depuis quelques années, nous nous impliquons dans des activités de coopération internationale pour développer concrètement la reconnaissance des acquis des groupes d'ici et d'ailleurs et surtout favoriser le partage d'expertise entre groupes similaires. Nous maintenons des contacts étroits avec l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF-UQAM), avec l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA), le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) le Centre de formation populaire (CFP) qui sont des regroupements, parfois mixtes, travaillant dans des domaines connexes aux nôtres. Depuis 1992, nous sommes engagés en partenariat avec le Centre de recherche sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRIVIFF). Relais-femmes de concert avec ses groupes membres assume la représentation des groupes de femmes. Ce centre est financé par le Conseil de la recherche en sciences humaines (CRSH) et Santé Bien-être Canada. Des liens se resserrent avec les comités de condition féminine des principales centrales syndicales ainsi que nos collaborations avec les groupes populaires et communautaires.

Merci au Programme de soutien à l'éducation populaire autonome dont la contribution facilite le financement de ces brèves nouvelles